Déclaration du Gouvernement Révolutionnaire. Cuba condamne le sabotage terroriste contre le réseau électrique du Venezuela

Le Gouvernement révolutionnaire condamne fermement le sabotage perpétré contre le système d 'approvisionnement en électricité au Venezuela, qui constitue un acte terroriste visant à porter préjudice à la population sans défense d'une nation entière et s'en servir d'otage dans la guerre non conventionnelle déclenchée par les États-Unis contre le gouvernement légitime dirigé par le camarade Nicolas Maduro Moros et l'union civile et militaire du peuple bolivarien et chaviste.

Le Gouvernement révolutionnaire condamne fermement le sabotage perpétré contre le système de distribution de l'électricité au Venezuela, ce qui constitue un acte terroriste visant à porter préjudice à la population sans défense d'une nation entière et s'en servir d'otage dans la guerre non conventionnelle déclenchée par les États-Unis contre le gouvernement légitime dirigé par le camarade Nicolas Maduro Moros et l'union civile et militaire du peuple bolivarien et chaviste.

Des politiciens étasuniens se sont hâtés de célébrer un acte qui prive la population d'un service de base fondamental, qui laisse les hôpitaux sans l'énergie nécessaire pour pratiquer des opérations, interrompt d'autres services essentiels à la vie quotidienne, comme l'alimentation, l'approvisionnement en eau, les transports, les communications, la sécurité publique, le commerce, les transactions bancaires et les paiements par carte, affecte le travail en général et nuit au fonctionnement des écoles et des universités.

La séquence et les modalités des événements rappellent le sabotage de l'industrie pétrolière en 2002, perpétré à l'époque par une entreprise étasunienne propriétaire et chargée de l'exploitation du système automatisé de production, raffinage, transport et distribution de la production.

Ces actes s'inscrivent dans le cadre de la guerre économique et financière sans merci à laquelle le Venezuela est soumis, dans la claire intention de briser, par des pénuries et des privations, la volonté politique et souveraine d'un peuple.

Il s'agit d'une escalade dans la guerre non conventionnelle dirigée par le gouvernement des États-Unis contre ce pays frère, qui intervient à la suite de l'échec de la provocation montée le 23 février dernier dans la tentative de forcer l'entrée d'une prétendue « aide humanitaire » au Venezuela, en défiant les autorités légitimes de ce pays, en violation du Droit international et des normes et principes de la Charte des Nations Unies, dans le but de causer des morts et des violences à grande échelle comme prétexte à une « intervention humanitaire ».

L'expérience de l'histoire même de Cuba et de celle d'autres pays de la région démontre que ces actions sont le prélude à des actes de violence de plus grande envergure, comme le fut l'invasion armée de Playa Giron en 1961. La communauté internationale a suffisamment de preuves pour se tenir en alerte.

L'usurpateur et « président » autoproclamé fabriqué par les États-Unis a déclaré publiquement que, le moment venu, il invoquerait l'article 187 de la Constitution pour autoriser l'utilisation de missions militaires étrangères dans le pays, et il a répété exactement la même phrase que ses mentors étasuniens : « Toutes les options sont sur la table ». Il ne lui reste plus qu'à recevoir l'ordre de Washington, car on sait que lors de son voyage en Amérique du Sud il a déjà demandé à certains gouvernements de soutenir une intervention militaire dans son pays.

L'offensive contre le Venezuela s'accompagne d'une campagne féroce de propagande maccartiste et de mensonges, coordonnée par le conseiller à la Sécurité nationale de ce pays, John Bolton, comme prétexte pour l'application par la force de la Doctrine Monroe, activement soutenue par le sénateur anticubain Marco Rubio, qui, faisant un usage frénétique des réseaux sociaux, confirme son attention et son implication personnelle et conspiratrice dans les manœuvres contre le Venezuela.

Parmi les déclarations les plus persistantes et les plus éhontées figure la calomnie selon laquelle Cuba possède « entre 20 et 25 000 effectifs militaires au Venezuela », qui « exercent une domination » dans ce pays frère et souverain, et qui maintiennent « sous la menace » les membres de la glorieuse et combative Force armée nationale bolivarienne. Cuba rejette catégoriquement ce mensonge, tout comme elle rejette fermement toute insinuation selon laquelle il y aurait une quelconque subordination politique du Venezuela à Cuba ou de Cuba au Venezuela.

John Bolton est un menteur avéré aux états de services qui ne datent pas d'hier. C'est ce même fonctionnaire qui, en 2002, a accusé Cuba de posséder un programme de mise au point d'armes biologiques, un mensonge que son chef de l'époque, l'ancien Secrétaire d'État Colin Powell, et l'ancien président James Carter, ont publiquement démenti. Cette fausse rumeur avait également amené le Congrès à ouvrir une enquête sur Bolton.

Bolton a également figuré parmi les promoteurs de l'affirmation mensongère selon laquelle le gouvernement irakien en 2003 détenait des armes de destruction massive et un programme de mise au point de ces armes, qui, répétée à toutes les instances du gouvernement étasunien et amplifiée par les

grands médias, a servi de prétexte à l'agression et à l'occupation militaire de ce pays du Moyen-Orient par les États-Unis, au prix de près d'un million de morts et de déplacés irakiens, ainsi que de milliers de soldats nord-américains tués et blessés durant cette campagne militaire qui avait également pour objectif le pétrole.

Comme il a été annoncé publiquement, et les personnes honnêtes et informées le savent, la relation bilatérale entre Cuba et le Venezuela est basée sur le respect mutuel, sur la vraie solidarité, sur l'engagement commun bolivarien et martinien, fidéliste et chaviste, sur l'intégration de « Notre Amérique », indépendante et souveraine ; sur la volonté de pratiquer la coopération complémentaire entre les peuples du Sud et sur la détermination à appliquer et défendre la Proclamation de l'Amérique latine et les Caraïbes comme Zone de paix.

Un peu plus de 20 000 Cubains, pour la plupart des femmes, dont 96 % se consacrent à la prestation de services de santé à la population, et d'autres qui travaillent dans des secteurs tels que l'éducation, la culture, le sport et l'agroalimentaire, participent aux projets menés dans le cadre de l'Accord intégral de coopération signé par les deux pays.

L'impact cumulé de cette coopération au Venezuela, pour ne citer que quelques chiffres, a permis de sauver 1 473 117 vies, de réaliser 717 029 310 examens de diagnostic médical, de redonner la vue à 62 031 309 personnes, d'administrer 12 915 648 vaccins contre la rougeole et la tuberculose, auquel il faut ajouter les 3 095 546 personnes qui ont été alphabétisées.

Il est totalement faux que Cuba participe à des opérations de la Force armée nationale bolivarienne ou des services de sécurité. Il s'agit d'une calomnie délibérément répandue par le gouvernement des États-Unis. Lorsque Bolton, d'autres politiciens et représentants du gouvernement étasunien y font référence, ils mentent délibérément à des fins politiques agressives, parce qu'ils ont suffisamment de données et d'informations et ils savent la vérité.

Cuba n'intervient pas dans les affaires intérieures du Venezuela, tout comme le Venezuela n'intervient pas dans les affaires intérieures de Cuba.

Contrairement aux États-Unis, qui possèdent quelque quatre-vingts bases militaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont celle qui usurpe le territoire cubain à Guantanamo, et environ huit cents de par le monde qui comptent plus de 250 000 soldats, Cuba n'en possède aucune dans aucun pays, Cuba n'a ni spécialistes de la torture ou de la répression policière, ni prisons secrètes, ni forces navales ou aériennes patrouillant sur les côtes ou l'espace aérien d'États souverains, ni satellites pour surveiller chaque détail.

À travers le mensonge, l'impérialisme a encouragé le putsch sanglant d'Augusto Pinochet au Chili, et de nombreux autres coups d'État et dictatures répressives dans la région. Par des mensonges, plus de 10 000 citoyens sans défense ont été tués lors de l'invasion militaire du Panama en décembre 1989. Et c'est aussi à coups de mensonges que furent lancée l'agression militaire et la déstabilisation de la Libye.

C'est avec des mensonges que les États-Unis et d'autres puissances ont maintenu jusqu'à la dernière minute leur soutien total au régime honteux de l'apartheid en Afrique du Sud.

Le gouvernement révolutionnaire prévient et dénonce que la tendance du gouvernement des États-Unis à mentir sans aucune retenue et sans scrupules a déjà eu dans le passé des conséquences dangereuses qui pourraient se répéter aujourd'hui.

La Havane, le 11 mars 2019.

Radio Habana Cuba